

MAIS D'ABORD LE MINIMUM VITAL !

LE DRAME DU QUART-MONDE : FAIT DIVERS OU PHENOMENE DE SOCIETE !

A l'époque où on glorifie le progrès technique, où on se promène sur la lune, où on trouve sans problème les milliards et le personnel qualifié pour des moyens de destruction qui risquent de réduire la planète en poussière, on se trouve quotidiennement face à des enfants qui, à tous points de vue, vivent dans le dénuement le plus total. Les organismes censés s'occuper de leurs familles, semblent incapables d'apporter une amélioration sensible.

Un paysage social plutôt rude

LA VIE QUOTIDIENNE DES ENFANTS

C'est un petit village de Moselle. En section enfantine et au cours préparatoire, six enfants sur 18 viennent du sous-prolétariat. Les familles sont sous tutelle de la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale). Cinq d'entre eux sont fréquemment sous-alimentés : restes de fruits sortis des poubelles, la souffrance des estomacs vides, bonbons à la place des goûters, des repas sautés. Des bagarres pour une tartine. L'obsession de la nourriture. Des visages pâles, des yeux cernés. Des pantalons qui traînent par terre, mouillés jusqu'aux genoux quand il pleut, qu'il faut tenir pour ne pas les perdre quand on court. Un manteau qui sent l'urine et qu'on retrouve de loin, les yeux fermés. La saleté corporelle, deux enfants énurésiques qui sentent abominablement mauvais. Une enfant a d'énormes croûtes jaunes sur la tête, non soignées. Un matin, deux enfants ont le crâne complètement rasé : on voit courir les poux. En hiver, ils ont un petit pull et pas de chaussettes et installent les tables autour du poêle. Ils n'arrêtent pas de se gratter ; le nez coule.

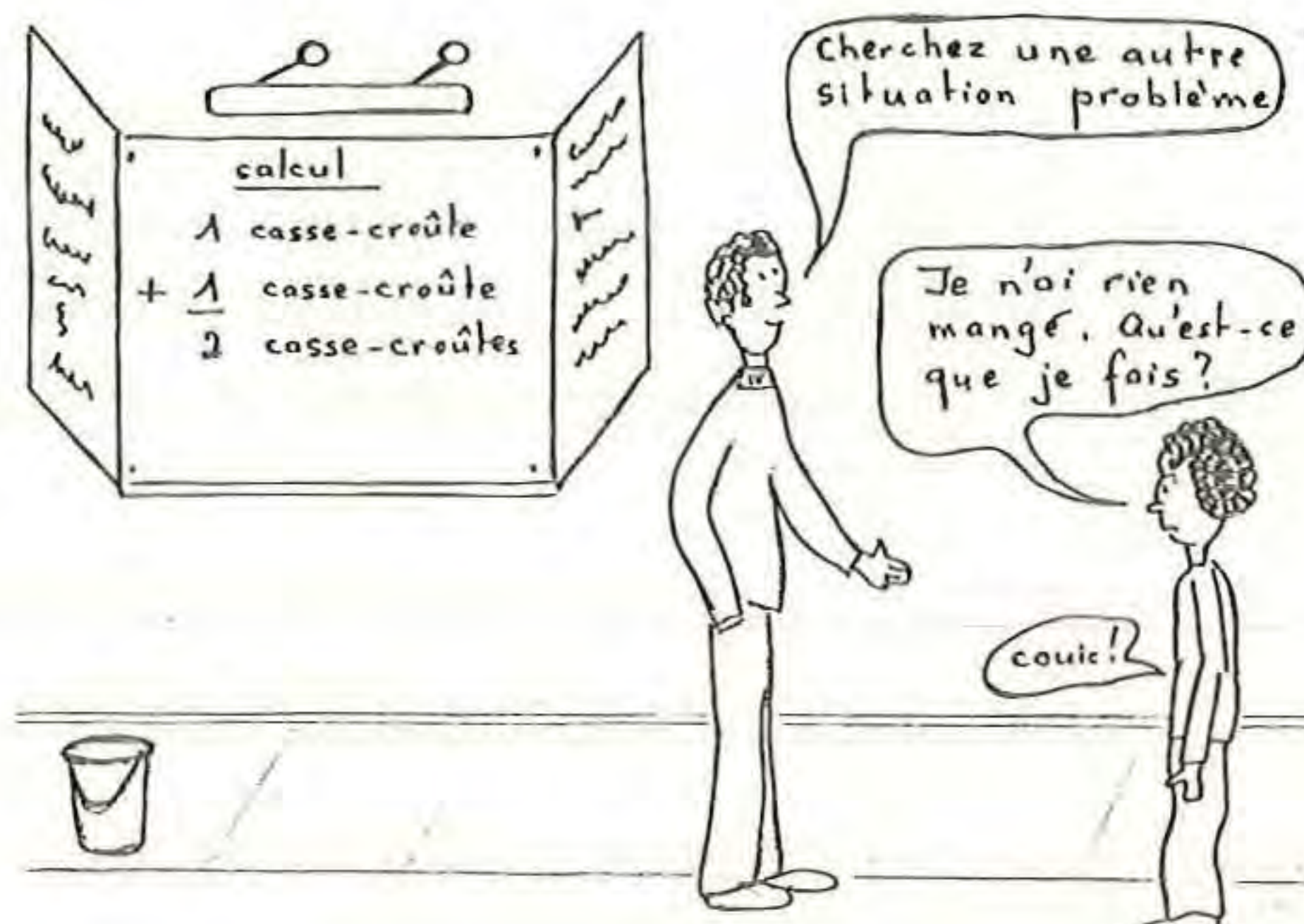
Des absences très fréquentes : pour faire les courses, laver la cuisine et les toilettes, descendre les poubelles, pour chercher un logement, mais on voit aussi des enfants jouer devant les maisons... Les parents jurent qu'ils étaient partis avec les enfants. En plein exercice de math, une fille relève la tête et dit : « Mon père m'a tapé dans la figure et sur le cul avec une savate ». Et l'apprentissage de notre belle culture en classe ? La maman ne veut pas aider à lire, le papa non plus, l'estomac gargouille ; à l'autre bout de la classe, un enfant dit que ça sent mauvais. Les enfants sont agréables ; autant qu'on peut l'être, aussi intelligents, mais distraits. L'écart se creuse avec les autres.

LE MILIEU FAMILIAL

Pas de travail, la plupart n'en veulent pas et quelquefois le disent franchement. Certains ont un casier judiciaire chargé. Ils viennent de famille alcoolique ou ont été élevés par l'Assistance. D'autres, violents entre eux et vis-à-vis de tout ce qui ressemble à un pouvoir quelconque. Beaucoup d'enfants, très rapprochés. Trois mères disent de leur enfant : - « je ne la supporte plus » ; l'une : « Il faut que je la place dans un foyer ». Les ressources familiales : les allocations, plus quelques aides.

ET LES ENSEIGNANTS ?

Dès octobre, des mots envoyés aux parents pour qu'ils envoient les enfants propres. Un entretien calme avec la mère : « C'est



vrai, ils ont des poux, mais je les change tous les matins». Des lettres qui restent sans réponse ou sont suivies d'injures, de menaces et de leçons d'éducation. « Vous prenez nos enfants pour des bêtes noires ». Pourtant la demande était cordiale, sans provocation. Dans les textes officiels, il n'y a aucun moyen de pression pour inciter les parents à faire un effort.

LES AUTRES PARENTS

Excédés d'être les seuls à mettre de l'anti-poux, de voir leurs enfants en contact avec un autre dont le cuir chevelu n'est pas soigné, ou s'asseoir sur des chaises qui sentent. En décembre, avec les enseignants, ils demandent au maire d'adresser une lettre au sous-préfet pour que les organismes concernés soient contactés. C'est fait le 12.12.81. Deux mois après, aucune réponse à la mairie. Le 8.2.82, une réunion de parents à l'école devait servir aussi à aborder calmement les problèmes avec les parents concernés. Mais ils ne sont pas venus. Quelques parents voulaient se rendre à leur domicile pour en parler.

L'INCIDENT QUI PRECIPITE LES EVENEMENTS

Le 9.2.82, une petite est envoyée le matin la culotte pleine. Pendant la récréation, je la reconduis à ses parents pour qu'elle soit lavée et changée. La mère se jette sur moi. Le concubin m'envoie un coup de poing. Il m'avait déjà menacé de coups, dix jours auparavant, dans ma classe. Le frère me roue de coups.

Une plainte est déposée à la gendarmerie. Les agresseurs sont arrêtés. La mère menace les enseignants.

Tous les parents d'élèves de l'école n'envoient pas leurs enfants les deux jours avant les vacances, pour que les services sociaux se préoccupent de la situation. Délégation massive à l'Inspection Primaire et à la sous-préfecture. Les trois enfants de la famille en question sont placés dans un foyer. Les agresseurs sont condamnés 8 jours plus tard respectivement à 2 et 3 mois de prison ferme. Le 22.2.82 réunion des parents et des enseignants ; étaient invités aussi l'IDEN, le médecin scolaire et l'assistante sociale. Personne ne s'est présenté.

LES REPONSES DES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS

La mairie : La lettre du 12.12.81, une délibération du Conseil Municipal du 14.2.82 soutenant les initiatives du Comité de Parents. Refus de convoquer les parents incriminés, suite à de nouvelles menaces aux enseignants. Refus d'une commission d'hygiène proposée par un conseiller municipal pour l'examen des locaux. Des travaux de réfection des toilettes de l'école acceptés par le Conseil du 26.2.82 devaient débiter rapidement et finalement sont promis pour les vacances d'été.

L'idén : (Inspecteur départemental de l'éducation nationale) A moi-même le 11.2.82 : « Vous n'avez pas assez voyagé. A Gen-



Dessin extrait de l'album de Reiser : « On vit une époque formidable ».

neviillers, il y a des classes entières comme ça. Les enseignants changent tous les ans, mais personne ne dit rien».

« Notre but est d'accueillir les enfants »

D'après les textes, les enfants doivent venir propres à l'école. Mais quand ce n'est pas le cas ?

Mai 82 : j'ai reçu une lettre de rappel à l'ordre, parce que je n'avais pas suivi la voie hiérarchique pour m'adresser au sous-préfet et au médecin scolaire au sujet de ces enfants. Rien sur le fond du problème. L'art de transformer un problème humain en problème administratif.

Juin 82, en délégation syndicale nous avons proposé que l'IDEN envoie une lettre aux parents pour appuyer les enseignants et demander qu'un effort soit fait, si une situation analogue se reproduit. « Une lettre au nom de quoi ? C'est délicat ».

Le médecin scolaire : N'a pas contacté les enseignants à la suite de la demande transmise par la mairie par l'intermédiaire du sous-préfet. « On n'a pas le droit de refuser les enfants sales. »

« On n'a pas le droit de les laver non plus, les parents peuvent porter plainte ». Après examen médical de deux enfants, en mai 82 : « Ils ne présentent pas de signes visibles de sous-nutrition, d'après l'état général et le poids ». Les enseignants sont mythomanes ? Faut-il que les enfants ressemblent à des Biafrais ?

« Le manque d'hygiène n'est pas si gênant que ça dans la croissance de l'enfant ». Or : d'après la revue « pédiatrie » de février 79, 30% d'enfants du Quart-Monde meurent avant l'âge d'un an, contre 18%, moyenne nationale.

« Il n'y a pas eu de mort, non ? »

Le médecin a fait des propositions intéressantes concernant l'aménagement des toilettes à l'école (douches, miroirs sur les lavabos, urinoirs).

DDASS : (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale). Avant le 9.2.82, il n'y avait aucune concertation entre assistantes sociales et enseignants. Seuls des renseignements étaient recueillis sur une des familles par une éducatrice auprès du juge pour enfants. Auprès de qui s'informe-t-on sur les soins aux enfants dans les familles sous tutelle ?

« Ces familles sont suivies. Il y a au moins un intervenant par semaine : assistante sociale, tutrice, infirmière P.M.I., médecin... »

L'état des enfants n'était pas satisfaisant pour autant.

« Il y a toujours assez à manger sur les tables quand on arrive. »

Enseignants mythomanes ? « Les gens du village rejettent ces familles »

En fait, elles ont reçu des dons alimentaires et des vêtements avant que la mendicité soit devenue systématique et suivie d'injures. Une proposition intéressante a été acceptée : la possibilité pour la DDASS de faire un dépôt de nourriture à l'école, pour que les enfants reçoivent le goûter sur place, si la situation se présente à nouveau.

Service social d'action éducative A.E.M.O. (Action éducative en milieu ouvert)

« S'ils sont sales, c'est qu'ils n'ont pas un stock suffisant de

sous-vêtements pour les changer ». A qui les demander ?

Souvent les vêtements sales ne sont pas lavés, mais jetés.

« Il faut qu'ils sèchent leur linge dehors en hiver ». Comment font les autres familles ? « Si cette enfant mange toujours, c'est qu'elle est boulimique ». « Il a fallu que vous vous fassiez taper dessus pour entreprendre quelque chose ». Pourtant, les assistantes sociales et une infirmière ont été menacées aussi.

SNCF : propriétaire des bâtiments (ancienne gare désaffectée). Les locaux étaient surpeuplés, il n'y avait pas assez de points d'eau, ni d'installations sanitaires. Certains locataires n'étaient pas déclarés. Le résultat d'une éventuelle inspection sanitaire n'a jamais été connu. La SNCF n'a pas l'intention d'engager des travaux de réfection, puisqu'elle compte vendre le bâtiment.

La sous-préfecture : a convoqué une réunion le 24 mai 82 à laquelle ont participé tous les services concernés par cette affaire. Après réception d'une lettre demandant qu'une solution d'ensemble soit trouvée pour aider les familles du Quart-Monde (lettre émanant du Mouvement Freinet) : « Dans des cas de ce genre, il faut répondre au coup par coup ». A demandé à la commune d'accélérer les travaux de réfection des toilettes à l'école.

Et le syndicat (S.N.I) ? Contacté dès le lendemain de l'agression. J'ai adressé un certain nombre de propositions : demande de soutien à une pétition que j'avais diffusée, réflexion syndicale sur les possibilités de l'enseignant de faire en sorte que l'enfant arrive propre en classe (conditions de travail, conditions matérielles de la réussite scolaire de l'enfant : les mesures positives, les sanctions aux parents ?), contact des services sociaux pour une meilleure prise en charge de ces familles. Quatre lettres sont restées sans réponse. La première démarche vérifiable a eu lieu 3 mois plus tard. Il était difficile de se sentir soutenu. Une réflexion à l'intérieur du syndicat sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Quart-Monde et une action bien menée aurait montré la capacité du syndicat à s'occuper de cas concrets et pas seulement de faire des discours. D'autres syndicats auraient-ils fait mieux ? Par delà les promesses, cela reste à prouver.

Le SNI a demandé une entrevue avec l'IDEN, sur la position à adopter dans une situation analogue, et a contacté la DDASS. J'ai envoyé moi-même un dossier sur cette affaire à certaines écoles du département : les collègues ont massivement signé la pétition.

Les moyens d'action

A L'ECOLE

Un effort de la part de l'enseignant, pour rendre l'accueil plus chaleureux en classe vis-à-vis de ces enfants et entre les enfants, malgré les difficultés supplémentaires qu'ils apportent, est nécessaire.

L'amélioration des conditions matérielles est souhaitable également. Mais ces dispositions indispensables feront-elles le poids, face aux carences destructives des dix-huit heures passées dans la famille ?

Le travail en collaboration avec les services sociaux augmente l'efficacité des actions.

DANS LA FAMILLE

Le manque d'autonomie de ces familles est manifeste. En classe, quand un enfant manque d'indépendance, on lui offre plus de jalons pour avancer, or ces familles vivent dans des conditions plus difficiles que les autres : promiscuité et absence de confort. Cet environnement n'est pas aidant. Le défilé des travailleurs sociaux, tant qu'il n'a pas pris là-dessus, est inefficace. Jusqu'à présent, l'Administration n'est pas en mesure de fournir des conditions de logement convenable. Il faut s'attaquer aussi à ce qui alimente le laisser-aller, la détresse morale : la santé, l'affectivité...

Cela demande une aide psychologique importante. De meilleures conditions matérielles ne suffisent pas à faire disparaître les habitudes de vie (ou de non-vie) durables. Les victimes principales de ce drame sont les enfants.

LA SITUATION PRESENTE

La dernière des trois familles concernées a quitté la commune début mai. Cela a rendu plus difficile l'aide demandée à l'ad-

ministration par rapport à ces familles précises. Les problèmes ne sont pas réglés, mais déplacés.

Les problèmes qui nous interpellent

LES DONNEES ACTUELLES ET LA PERPETUATION DU GHETTO

D'après une étude du CREDOC (Centre de Documentation sur la Consommation), il y avait en 1970, un million de personnes vivant dans la misère profonde due à un très bas salaire. Ces personnes et familles marginalisées forment une couche sociale. C'est un phénomène qu'il faut appréhender en tant que tel, et non pas comme une série de cas isolés. Vu son ampleur, ce fléau exige des moyens correspondants : en locaux, financiers et en personnel ayant la possibilité de travailler en équipe.

C'est aussi un choix de société : soit une part considérable du budget du pays est consacré à la répression sous toutes ses formes (armée, police...), soit on refuse de sacrifier la frange la plus démunie de la population et on lui apporte l'aide positive qu'elle est en droit d'attendre. Ce serait aussi un moyen de prévention qui ferait l'économie des comportements anti-sociaux et leurs conséquences : agressivité destructrice, délinquance, drogue, alcoolisme, misère sous toutes ses formes.

LES PARENTS NECESSAIRES !

Leur relation affective avec les enfants est chaotique : les quelques gestes de tendresse sont noyés dans des rapports habituels d'indifférence ou de brutalité. L'enfant est le domestique de la famille et n'a pas intérêt à protester. En même temps, dans les conditions actuelles, elle est la seule sécurité pour l'enfant et il s'y accroche. A qui d'autre pourrait-il s'adresser ? Il se plaint rarement des traitements subis : par pudeur ou par honte ? Quelle est l'importance du lien de sang avec les parents ? Sont-ils remplaçables par une équipe éducative compétente s'occupant d'un petit effectif et par la compagnie d'autres enfants ? La continuité affective est-elle possible avec des personnes qui se succèdent dans la journée et partent à la fin de l'année ?

La tendance actuelle des services sociaux est de laisser au maximum les enfants avec leurs parents. Comme l'aide apportée à la famille n'est pas sensible pour l'enfant, le retrait n'intervient que quand un drame survient. Entre le laisser-faire et le retrait, il n'y a rien !

L'IMPERIALISME CULTUREL ?

Faut-il considérer le fait d'exiger que ces enfants aient le droit de manger à leur faim, de ne pas être laissés dans la saleté, comme une façon d'imposer un modèle culturel à d'autres ou simplement comme le droit de tout être, quelque soit sa culture et son milieu ? Et cela, en sachant que, dans nos pays « évolués », la misère la plus totale coexiste avec le luxe et le gaspillage. Il ne s'agit pas d'imposer la télé couleur et la cuisine à éléments, mais de faire en sorte que les enfants aient la possibilité de se développer.

LA LIBERTE INDIVIDUELLE

En classe comme ailleurs, quand on sollicite un effort, la participation des autres est possible quand on convainc les personnes à qui on s'adresse du bien-fondé de notre demande et de l'intérêt que cela présente pour elles-mêmes. Mais que faire, quand on a réuni les conditions matérielles et psychologiques, qu'on a épuisé les moyens de persuasion et que rien ne se met en route ? Peut-on éviter de vérifier dans le milieu habituel de l'enfant, la famille, ce qui fait défaut ? « Soulever les couvercles des marmites » « examiner les lits » est perçu par les parents comme des atteintes à leur vie privée, à juste titre. Que faire d'autre ?

Le respect de la liberté individuelle, quand cela se traduit par une distribution de consignes, sans aide matérielle et éducative

(gestion du budget, hygiène, soins aux enfants...), psychologique, est dans ces conditions une vaste hypocrisie et qui a l'avantage de ne pas coûter cher. Qui se préoccupe de la liberté individuelle de ces enfants, alors que dès le berceau, leur développement est compromis ? Le cadre juridique actuel ne conduit-il pas ici à des aberrations ? Des terrains d'intervention nettement définis (alimentation, hygiène...) ne permettraient-ils pas d'agir sans que cette démarche autoritaire puisse être étendue abusivement par un pouvoir politique quelconque, pour imposer une norme ?

L'ENFANT OTAGE

L'enfant est souvent utilisé comme moyen de chantage, vis-à-vis de l'Administration, pour empêcher l'application de pressions financières (allocations familiales), en cas d'absences injustifiées à l'école par exemple. Les sanctions sont inapplicables car elles réduiraient encore les ressources des familles. Cela explique que les familles sous tutelle se sentent inattaquables et abusent souvent de la situation. L'assistance peut ainsi avoir l'effet contraire du but recherché. L'enfant subit les conséquences des frustrations accumulées, sur tous les plans, par les parents qui, faute d'avoir pris sur les événements, déchargent leur agressivité sur les enfants. La misère affective et sexuelle apparaît d'une façon très nette. Cette réaction n'est pas particulière au Quart-Monde, mais apparaît chaque fois qu'une situation d'échec ne permet pas la fuite mais seulement le dévouement sur les plus faibles.

NOS RESPONSABILITES

En tant que parents, sommes-nous de simples producteurs de nos enfants et confions-nous à la société le soin de s'en occuper par la suite ?

En tant qu'enseignants, considérons-nous ces enfants simplement comme des cas à problèmes, pour lesquels nous ne pouvons rien et attendons-nous que des spécialistes s'en occupent ?

En tant que travailleurs sociaux, sommes-nous seulement désolés que les structures ne nous permettent pas d'être plus efficaces ?

En tant que voisins, que pouvons-nous faire concrètement ? Des personnes bénévoles ont organisé des ateliers (travaux manuels, dessin...), des colonies de vacances pour ces enfants. C'est un cataplasme sur une jambe de bois qui peut même masquer l'incurie de l'administration. Mais pour les enfants, tout ce qui permet de sortir de la grisaille quotidienne est bon à prendre...

EN CONCLUSION

Obliger toute une tranche d'âge à passer une année à faire des pitreries d'une utilité douteuse, dans les cours de caserne, cela semble présenter moins de difficultés que de s'attaquer de façon efficace au dénuement de toute une couche de laissés pour compte. Quand les nostalgiques de la destruction seront-ils contraints de battre en retraite devant les réalisations constructives ?

Bernard SCHNEIDER

Bibliographie

- Ecole Emancipée : n° 1 du 5.9.80 : « Le travail social »
- BT 2 (Bibliothèque du travail, Sd degré, Pédagogie FREINET)
 - n° 115 : Le Quart-Monde en France
 - n° 104 : Qu'est-ce que l'agressivité ?
 - n° 99 : W. REICH et l'économie sexuelle.

